

Congrès confédéral
13 au 17 juin 2022
Intervenante : Sophie LE PORT

Camarades,

Le conseil fédéral d'Interco a souhaité une prise de parole sur l'activité de notre organisation, en ce 50^{ème} congrès.

En préambule, nous pouvons affirmer être fiers de représenter les travailleuses et travailleurs qui font vivre quotidiennement la citoyenneté et garantissent les libertés publiques. Nous sommes, comme nous l'avons exprimé lors du dernier CNC, des tisseurs de lien social.

Nous vous avons alerté, il y a 4 ans, sur l'importance des services publics qui étaient menacés par une vision libérale, avec pour objectif de réduire les dépenses et les emplois publics sans jamais s'interroger sur ce patrimoine commun, ni sur les ressources et une plus juste répartition de l'impôt. La situation n'a fait qu'empirer depuis.

Qui n'a pas entendu nos dirigeants réduire la fonction publique à un coût et exprimer leur réprobation concernant le nombre « bien trop grand de fonctionnaires ». En le présentant comme tel à nos concitoyens, ils occultent la notion de service et d'actions publics.

Or la crise que nous traversons a remis en lumière le service public, son utilité mais également sa fragilité.

Comment pourrions-nous organiser notre société sans la neutralité de ces services essentiels ? Le statut des fonctionnaires, assure la protection de la société. Garant de la laïcité et de la neutralité du service public, il protège agents comme usagers de pressions politiques et assure leur équité de traitement sur tout le territoire.

La première question, à se poser avant l'organisation et les moyens à allouer n'est-elle pas : quel service public souhaitons-nous ? Nous n'avons n'a pas su y répondre jusqu'à maintenant alors que nous devrions collectivement construire notre propre vision de demain.

Côté contexte politique, nous mesurons depuis trop longtemps maintenant, la fragilité de ce que nous pensions comme acquis. La montée en puissance des populismes et l'instauration d'un climat de défiance, sont à l'opposé de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous devons rester vigilants. L'appel à voter pour le candidat Macron pour faire barrage à l'extrême droite ne donnait pas quitus à son programme. Cette position nous honore mais nous sommes de plus en plus obligés de la justifier,

même au sein de nos équipes ce qui laisse entrevoir un doute qu'il ne faut surtout pas laisser s'installer.

Durant 5 ans, le Président Macron et son gouvernement ont souvent fait fi du dialogue social. Lorsqu'ils ont concerté, cela a trop souvent été directement avec des associations ou groupes corporatistes au détriment des syndicats. Nous avons dû jouer des coudes pour imposer notre place qui est et doit rester incontournable.

Le pouvoir d'achat est au cœur de nos préoccupations. La revalorisation du SMIC, qui est une bonne chose en soit et l'immobilisme des dirigeants en matière de hausse des salaires ont amené qu'un agent de catégorie C reste onze ans au SMIC et un catégorie B, 4 ans. Un catégorie A débutera quant à lui sa carrière à 15% du SMIC. Ce n'est pas admissible, le dégel du point d'indice et la refonte des grilles ne doivent pas rester un vœu pieux. Il va nous falloir affûter nos argumentaires et surtout les porter solidairement au sein de la maison CFDT pour être entendus. Une lueur d'espoir tout de même en matière de Protection Sociale Complémentaire. Sur le volet santé, nos employeurs publics vont enfin devoir participer financièrement à hauteur de 50 %, mais avec le bémol d'un échéancier qui s'étalera jusqu'en janvier 2026. A nous de relever le défi de négocier de bonnes garanties et des échéances plus rapides.

Quelle opiniâtreté il faut, pour les syndicalistes déterminés que nous sommes, pour nous rendre incontournables, nous, les représentants des travailleurs mais aussi et surtout, représentants de la 1^{ère} organisation syndicale de France dans un contexte de dialogue social qui se réduit et des employeurs qui nous ignorent.

Quelle fierté tout de même de constater que les militants et travailleurs des champs professionnels d'Interco ont largement contribué à conforter la 1^{ère} place de la CFDT lors des dernières élections professionnelles, tant publiques que privées.

Nous nous engageons aujourd'hui pour faire le même constat dans 4 ans.

A la différence que les nombreuses sollicitations des militants par toutes les structures de notre organisation, pour être sur le front des négociations, de la syndicalisation, de la formation, reposent souvent sur les mêmes. Il ne faudrait pas qu'elles prennent le pas sur les actions de proximité ou le débat...

Qui veut rester 1^{er}, ménage ses militants ! La charge mentale ne se règle pas que dans le monde professionnel, nous devons rester vigilants pour nos militants et rechercher un équilibre et une harmonisation dans les requêtes des différentes structures fédératives.

Ces mêmes militants qui, pendant la période Covid-19, ont souvent été les seuls remparts contre les carences et les abus de nos employeurs publics comme privés et qui ont assuré la continuité syndicale CFDT permettant d'accompagner les adhérents et d'informer les travailleurs en lien avec la confédération via l'adresse mail dédiée et nos réponses fédérales pour la Foire Aux Questions. Très bonne initiative à saluer.

C'est l'après qui a fait mal aux travailleurs d'Interco. La gestion gouvernementale cloisonnée de la reconnaissance des professionnels n'a pas permis une valorisation qui ait du sens. Ce qui a conduit à ce résultat désastreux de créer des inégalités à métiers équivalents. La CFDT doit casser ce fonctionnement et éviter la division des travailleurs.

La fédération Interco est pleinement engagée dans cette démarche et soyez assurés que nous y mettons toute notre énergie militante.